



*Royaume du Maroc
Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération*



CTB MAROC

RAPPORT DE RESULTATS

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ORGANISATIONNELLES PAR L'OCTROI DE BOURSES

MAROC

MARS 2015



**CODE DGD : NN 3009878
CODE NAVISION : MOR 1088811**

ACRONYMES	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	4
1.1 FICHE D'INTERVENTION	4
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE 31/12/2014	5
1.3 CRITERES DE PERFORMANCES.....	5
1.3.1 <i>La Pertinence</i> :.....	5
1.3.2 <i>L'Efficacité</i> :.....	5
1.3.3 <i>L'Efficience</i> :.....	6
1.3.4 <i>La Durabilité potentielle</i> :.....	6
1.4 CONCLUSIONS	6
1.5 CONTEXTE.....	8
1.6 SYNERGIE ET HARMONISATION.....	8
2 MONITORING DES RESULTATS	10
2.1 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	10
2.2 OUTPUTS : ETAT D'AVANCEMENT	11
2.3 PERFORMANCE DES OUTPUTS.....	15
2.3.1 <i>Output 1</i> :.....	16
2.3.2 <i>Output 2</i> :.....	17
2.3.3 <i>Output 3</i> :.....	19
2.3.4 <i>Output 4</i> :.....	20
2.3.5 <i>Output 5</i> :.....	21
2.3.6 <i>Output 6</i> :.....	22
2.3.7 <i>Output 7</i> :.....	24
2.4 THEMES TRANSVERSAUX	25
2.4.1 <i>Environnement</i>	25
2.4.2 <i>Genre</i>	26
2.5 GESTION DES RISQUES.....	29
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	30
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	30
3.2 RECOMMANDATIONS	30
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	30
4 ANNEXES.....	32
4.1 CRITERES DE QUALITE	32
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	35
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	36

Acronymes

ABH	Agence de Basins Hydrauliques
AFSCA	Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire
AMESIP	Association Marocaine des Enfants en Situation Précaire
ANDZOA	Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier
ANP	Agence Nationale des Ports
APMNEER	Appui au Programme de Mise à Niveau Environnementale des Ecoles Rurales
BEB	Etudes en Belgique
BEL	Etudes locales/régionales
BMX	Doctorats Mixtes
BSB	Stages en Belgique
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
CoPil	Comité de Pilotage
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DGCL	Direction Générale des Collectivités Locales
DIDH	Délégation Interministérielle des Droits de l'Homme
DRA	Direction Régional de l'Agriculture
DTF	Dossier Technique et Financier
GIZ	Coopération Technique Allemande
IB	Institution bénéficiaire
IF	Institution de Formation
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
METL	Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique
MDCE	Ministère Délégué Chargé de l'Eau
MDE	Ministère Déléguée Chargée de l'Environnement
MSFFDS	Ministère de la Solidarité de la Femme de la Famille et du Développement Social
M&E	Monitoring et Evaluation
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONCA	Office National du Conseil Agricole
ONDE	Observatoire national des droits de l'enfant
ONEE	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONSSA	L'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires
ONU-Femmes	Organisation des Nations Unis pour l'Egalité des sexes et l'Autonomisation des Femmes
ORMVA-O	Office Régionale de Mise en Valeur Agricole
PAE	Plan d'Action Environnemental
PAG	Plan d'Action Genre
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PGE	Plan Gouvernemental pour l'Egalité (ICRAM)
PMV	Plan Maroc Vert
RH	Ressources Humaines ORMVA-O, ONSSA, ADA, INRA
SWDE	Société Wallonne des Eaux
TMSA	Agence Spéciale Tanger Méditerranée

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme de renforcement des capacités organisationnelles par l'octroi de bourses
Code de l'intervention	MOR1088811
Localisation	Maroc
Budget total	3.379.977 euros
Institution partenaire	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, Direction de la Coopération et de l'Action Culturelles
Date de début de la Convention spécifique	21 mai 2013
Date du Comité de pilotage d'ouverture	18 juillet 2013
Date de fin de la Convention spécifique	20 mai 2016
Impact	Le développement humain durable est promu, à travers l'appui aux stratégies sectorielles
Outcome	Les capacités des institutions publiques, et ce, prioritairement dans les secteurs de concentration de la coopération maroco-belge, sont améliorées par la formation de leur personnel.
Outputs	Output 1 : Les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention et l'offre de formation locale sont identifiés.
	Output 2 : Les institutions bénéficiaires du secteur de l'eau ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations
	Output 3 : Les institutions bénéficiaires du secteur de l'agriculture ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations.
	Output 4 : Les institutions bénéficiaires du secteur portuaire ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations
	Output 5 : Les institutions bénéficiaires des collectivités locales ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations.
	Output 6 : Les institutions bénéficiaires hors secteurs prioritaires du PIC et/ou liées aux thèmes transversaux ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations.
	Output 7 : Le programme bourses relatif aux « Continuations & report » des engagements antérieurs au PIC est mis en œuvre.

1.2 Exécution budgétaire 31/12/2014

	Budget	Dépenses	Solde	Taux de déboursement
Total	3.379. 977,00	1 443 793,00	1 936 184,00	42,72%
Output 1 « Les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention et l'offre de formation locale sont identifiés ».	137 500,00	16 340, 00	121 160,00	11,88%
Output 2 « Les institutions bénéficiaires du secteur de l'eau ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations ».	697 500,00	176 835,00	520 665,00	25,35%
Output 3 « Les institutions bénéficiaires du secteur de l'agriculture ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations ».	787 500,00	342 348,00	445 152,00	43,47%
Output 4 « Les institutions bénéficiaires du secteur portuaire ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations »	455.000,00	404 663,00	50 337,00	88,94%
Output 5 « Les institutions bénéficiaires des collectivités locales ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations »	232.500,00	24 031,00	208 469,00	10,34%
Output 6 « Les institutions bénéficiaires hors secteurs prioritaires du PIC et/ou liées aux thèmes transversaux ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations »	435.000,00	188 755,00	246 245,00	43,39%
Output 7 « Le programme bourses relatif aux « Continuations & report » des engagements antérieurs au PIC est mis en œuvre ».	30.000,00	27 555,00	2 445,00	91,85%
Réserve Budgétaire	129 177,00	0,00	129 177,00	0%
Moyens Généraux	475.800,00	263 266,00	212 534,00	55,33%

1.3 Critères de performances

Les critères de performance donnent une appréciation sur le programme à ce stade d'avancement. Ces critères sont : la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité.

1.3.1 La Pertinence :

	Performance
Pertinence	B

Le Programme est ancré dans les politiques nationales des partenaires (Agriculture – Eau – Ports – DGCL et Autres) et aussi dans la stratégie belge. Il satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide et est très pertinent par rapport aux besoins spécifiques en matière de formation et de renforcement des compétences des IB.

1.3.2 L'Efficacité :

	Performance
Efficacité	B

Les objectifs formulés pour 2013 et 2014 concernent principalement des actions de démarrage du programme. Ces objectifs ont été atteints pour la plupart dans les délais prévus. Une expertise a ainsi été mobilisée en 2014 pour appuyer les institutions

bénéficiaires à mieux identifier leur besoins prioritaires

Bien que l'atteinte de l'Outcome dépende de plusieurs facteurs externes et internes dont certains ne relèvent pas du contrôle du programme, les appréciations cumulées à ce stade d'avancement laissent dégager un certain optimisme par rapport à l'atteinte de l'Outcome.

1.3.3 L'Effizienz :

	Performance
Effizienz	B

La majorité des inputs nécessaires pour le fonctionnement du programme sont disponibles dans des délais raisonnables. Le programme dispose donc en général des inputs au moment opportun pour réaliser les outputs programmés. La gestion des ressources financières et humaines ne soulève pas de problème particulier.

1.3.4 La Durabilité potentielle :

	Performance
Durabilité potentielle	C

Par rapport à la durabilité, le DTF a mentionné le risque d'éventuels manques d'engagements au niveau des individus et/ou au niveau des IB pour appliquer les nouvelles compétences acquises. Pour pallier à ce risque, des accords de partenariat sont en cours de signature avec les institutions bénéficiaires pour définir le cadre de la réalisation des plans de formation et pour mettre en place un dispositif d'évaluation visant à apprécier et à commenter le retour d'expérience des candidats et des IB par rapport aux formations suivies (programmes, contenus, qualité des intervenants, durées, animations, ...) et leurs répercussions actuelles et potentielles.

Il est nécessaire aussi que les IB s'engagent de manière officielle à réintégrer les candidats formés au niveau des structures visés au départ. (Le cas – à éviter - du programme d'urgence de l'ANDZOA constitue un enseignement).

La complémentarité avec les actions engagées par les autres interventions (Coopération Belge et autres) sur leurs propres budgets et les besoins des IB en matière de renforcement de compétences devrait également consolider l'impact des actions menées.

1.4 Conclusions

Ces appréciations cumulées, à ce stade d'avancement, laissent dégager un certain optimisme par rapport à l'atteinte de l'Outcome.

Sur le plan opérationnel, le basculement vers la nouvelle approche nécessite un travail continu, d'apprentissage auprès du partenaire (MAEC) et des IB dans le sens d'améliorer leur degrés d'appropriation et la pertinence de leurs besoins en formation. Ce travail a porté entre autre sur des ateliers participatifs en ingénierie de formation qui

ont permis l'élaboration de plans de formation selon les besoins prioritaires. Le programme a également capitalisé les acquis des années antérieures en termes d'identification des offres de formations locales et en Belgique.

Les appréciations de l'état d'avancement des deux principales d'activités (A1 & A2) prévues par le DTF pour les différents outputs permet de noter que :

- Pour la majorité des IB, les plans de formation ont été validés par le dernier CoPil du 11/07/2014 suite à un processus mis en place depuis l'identification des IB jusqu'à la finalisation des plans de formation ;
- La concrétisation de la mise en œuvre des actions de formation pour la majorité des outputs.

Au niveau environnemental, les besoins des IB en sensibilisation et formation sont importants et nécessaires pour leur permettre de se conformer à la nouvelle réglementation exigeante en matière de mise à niveau environnementale. A ce stade, le programme a appuyé et encadré les IB pour la prise en considération des composantes environnementales dans leurs plans de formation.

Pour le volet genre, en l'absence de stratégies et de compétences genre au niveau des IB, l'appui porte sur le renforcement de compétences pour la mise en œuvre du PGE (ICRAM), notamment pour l'institutionnalisation de l'égalité, la BSG, l'autonomisation et l'accès des femmes aux instances de prise de décision. Les plans de formation des IB validés par le Copil intègrent la thématique genre et un plan de formation genre spécifique est élaboré et des mesures seront prises pour permettre aux femmes de participer aux activités inscrites dans ces plans.

En matière d'évaluation, le dispositif prévu concerne la mise en place des accords de partenariats en cours de signature avec les IB et la mobilisation future d'une expertise externe pour conduire les évaluations des formations prestées.

En termes de synergie et complémentarité, la concrétisation de la nouvelle approche a permis de développer des synergies avec les autres interventions de la coopération belge au Maroc et avec les autres agences de coopération internationale.

Enfin, il y'a lieu de préciser que le programme accorde toute l'importance à la consolidation et au renforcement des partenariats et des échanges entre les institutions acteurs Belges et leurs homologues nationales.

Fonctionnaire exécution nationale ¹	Fonctionnaire exécution CTB ²
Mme Hanane SAADI	 Amal HADAJ Coordinatrice Programme de Bourses Mme Amal HADAJ Agence Belge de Développement Maroc

¹ Nom et signature

² Nom et signature

1.5 Contexte

Le contexte national de l'intervention reste axé sur les stratégies, priorités et défis majeurs en matière de développement des ressources humaines qui ont été identifiées lors de la formulation. Cette stratégie est basée globalement sur :

La volonté des pouvoirs publics pour la modernisation de la fonction publique et la mise à niveau des textes juridiques qui régissent la formation continue ;

Le développement d'entités administratives chargées de la formation. Ces structures ne disposant pas de l'expertise requise pour la réalisation de leurs missions sont généralement dotées de budgets souvent limités;

Les départs volontaires à la retraite des fonctionnaires qui sont partis avec leurs expériences et compétences reconnues,

La politique de déconcentration et création de plusieurs entités spécialisées (ONCA, ANDZOA, etc....) ;

Sur le plan environnemental, le Ministère Déléguée Chargée de l'Environnement (MDE) nouvellement créé constitue un signal fort sur la volonté politique en matière de prise en compte et d'intégration environnementale dans l'ensemble des politiques, programme et projets. Les principales priorités de ce Ministère sont axées entre autre sur le renforcement des compétences des différents acteurs

Au niveau du genre, l'adoption du Plan Gouvernemental pour l'Egalité « ICRAM » par le Conseil de gouvernement en juin 2013, traduit bien les engagements nationaux en matière de promotion des conditions des femmes marocaines tels que exprimés dans le programme gouvernemental 2012-2016, en tenant compte des défis liés à la mise en œuvre démocratique des dispositions de la constitution de 2011 et des engagements du Maroc pour l'atteinte des OMD.

Dans ce cadre, les Institutions Bénéficiaires (IB) du programme sont appelées à œuvrer pour l'institutionnalisation de l'égalité des sexes au niveau de leur départements et de prendre en considération l'égalité des genres dans leurs politiques et programmes avec une attention particulière au renforcement des capacités en matière de genre, de la BSG ,d'autonomisation sociale et économique des femmes et de l'accès égal et équitable aux postes de prise de décision. Principes inscrits dans le DTF du programme.

1.6 Synergie et Harmonisation

La concrétisation de la nouvelle approche a permis de développer des synergies avec les autres interventions de la Coopération Belge au Maroc et d'initier des liens et des échanges avec les autres agences de coopération internationale notamment pour:

- L'élaboration mutualisée des plans de formation. C'est le cas du plan de formation du Ministère Délégué Chargé de l'Eau (MDCE) ayant été élaboré en concertation avec les deux projets en cours « *Appui aux trois ABH* » et « *APMNEER* » avec la participation de la GIZ ;
- L'intégration des thèmes transversaux « Genre & Environnement ». On note particulièrement la synergie avec la GIZ pour la complémentarité des actions de renforcement de compétences en matière de genre au profit du MDCE et avec les

interventions de ONU Femmes au niveau du MDSFF et de la DGCL.

Dans un objectif de complémentarité, le développement de ces synergies doit être renforcé davantage à la recherche de toute mutualisation potentielle évitant les doubles emplois.

Par ailleurs, et suite aux décisions du dernier CoPil de Juillet 2014, il a été recommandé de développer de nouvelles synergies inter et intra secteur en mutualisant l'organisation d'ateliers de formation sur des thématiques communes (ingénierie de formation, thèmes transversaux, etc....)

Les Partenariats en cours entre les acteurs Belges et leurs homologues nationaux (ONSSA – AFSCA ; ONEE – SWDE, etc...) sont appelés à être renforcés et consolidés davantage. De nouvelles collaborations seront initiées selon les possibilités et les opportunités offertes.

2 Monitoring des résultats³

En 2013 a commencé la concrétisation de la nouvelle orientation du programme (basculement de l'ancienne à la nouvelle approche). Ce basculement a nécessité et nécessite encore un travail continu, d'information de sensibilisation et d'apprentissage auprès du partenaire (MAEC) et de l'ensemble des IB, pour : 1) l'amélioration substantielle de la qualité dans l'analyse des besoins prioritaires, 2) la sélection des bénéficiaires et 3) la capitalisation des formations suivies.

Les IB ayant été habitués à l'ancienne approche des bourses (axée principalement sur des formations individuelles), des efforts d'information et de sensibilisation à la fois de leurs managers et aussi de leurs responsables ressources humaines et formation ont été nécessaires.

L'adaptation de la durée du programme via une convention spécifique pluriannuelle a permis d'instaurer un dialogue avec les IB autour d'une vision stratégique et d'initier un dispositif d'évaluation des activités de formation.

2.1 Performance de l'Outcome

Les IB ont besoin de temps pour que la structure et le contenu de leurs plans de formation (choix de thèmes, de groupes de participants, des modalités, de priorités, etc...) correspondent à la stratégie et au plan de développement de leurs structures.

Le programme a pu avancer dans cette direction en mobilisant une expertise spécialisée nationale⁴ en ingénierie de formation, qui a animé des ateliers participatifs en mai et juin 2014 avec les personnes ressources des IB autour de l'ensemble des thématiques concernées.

Au terme de ce processus, les responsables des IB ont manifesté leur intérêt par rapport à cette démarche ayant apporté un appui sur le plan de la méthodologie d'approche. Le travail d'identification et de priorisation des besoins en formation a été réalisé en se basant sur les objectifs stratégiques de l'organisation.

Les ateliers ont permis également de se rendre compte des besoins importants et pressants des IB en matière de ressources humaines et de compétences requises dans le domaine de l'ingénierie de formation, d'où l'intérêt pour les IB d'intégrer ces thématiques dans leur plan de formation.

En conclusion, les principaux progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome sont :

- L'identification des IB et leur sensibilisation à la nouvelle approche ;
- L'appui aux IB pour l'élaboration participative de leurs plans de formation ;
- La tenue d'ateliers de sensibilisation avec les IB pour la prise en compte des aspects environnementaux et l'appropriation de l'approche genre ;
- L'intégration des composantes environnementales et d'actions de renforcement de compétences en matière de genre aux niveaux des plans de formation et la définition d'objectifs de développement environnement et genre;
- La mise en œuvre d'action et de modules de formation.

³ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

⁴MS, Organisation et RH

2.2 Outputs : Etat d'avancement

Outputs	Etat d'avancement
Output 1	<p>Intitulé : les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention et l'offre de formation locale sont identifiés.</p>
	<p>Institutions bénéficiaires identifiées par output (référence IB potentielles définie dans le DTF):</p> <p>Output 2 :</p> <p>Ministère Délégué Chargé de l'Eau et AHB (Souss-Massa-Drâa, Loukous, et Moulouya) ; ONEE-Branche Eau et DRA (Sud, Nord et Oriental).</p> <p>Output 3 :</p> <p>MAPM et DRA (Souss-Massa-Drâa, Tanger/Tétouan et Oriental) ; ADA (Agence de Développement Agricole) ; ONSSA (Office National de la Sécurité Sanitaire des Aliments) ; INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) ; ANDZOA (Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier) ; ONCA (Office National du Conseil Agricole) ; Coopératives agricoles (Amskroud).</p> <p>Output 4 :</p> <p>Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique et Direction des Ports ; Agence Nationale des Ports (ANP) ; TMSA, Port Tanger Med.</p> <p>Output 5 :</p> <p>DGCL et collectivités locales dans les 3 régions.</p> <p>Output 6 :</p> <p>Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) ; Ministère de la Solidarité de la Femme de la Famille et du Développement Social (MSFFDS). Délégation Interministérielle des Droits de l'Homme (DIDH). Ministère de la Santé ; Association Marocaine des Enfants en Situation Précaire (AMESIP).</p> <p>Séances d'information et de sensibilisation des IB sur la nouvelle approche et les orientations stratégiques du Programme ; Ateliers d'identification de besoins selon une démarche d'ingénierie de formation ; Elaboration et approbation de seize plans de formation des IB ; Collecte des données sur l'offre de formation pourvue localement pour alimentation de la base de données en élargissant la recherche même pour les offres de formation en Belgique ; Elaboration d'un Plan d'Action Environnemental Spécifique (PAE – Bourse) pour l'intégration des composantes environnementales ; Préparation d'un plan d'action spécifique genre en appui à la mise en œuvre du Plan Gouvernemental pour l'Égalité.</p>

Outputs	Etat d'avancement
Output 2	<p>Intitulé : Les institutions bénéficiaires du secteur de l'eau ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers participatifs en mai et juin 2014 ayant aboutis à l'élaboration des plans de formation des IB relevant de ce secteur (ONEE, MDCE) en se fixant des objectifs stratégiques d'amélioration. Ces ateliers ont eu lieu avec la participation des deux autres programmes (Appui aux trois ABH, APMNEER) et de la GIZ ; - Ateliers d'échanges visant la sensibilisation des partenaires pour la prise en compte des dimensions environnement et genre dans l'élaboration des plans de formation et dans la définition des objectifs. - Mise en œuvre des actions de formation au profit de : <p>ONEE-Branche Eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ateliers locaux au profit de 83 candidats : <ul style="list-style-type: none"> o Méthode de conception et de gestion des captages (du 7 au 11 octobre 2013) ; o Analyse du système informatique existant (du 7 au 12 octobre 2013) ; o Habilitation chlore (du 8 au 14 décembre 2013) ; o Communication interne ((du 8 au 14 décembre 2013) ; o Moyens préventifs et curatifs pour mieux maîtriser les problèmes d'entartrages. - Stages en Belgique au profit de 36 candidats sur les thèmes : <ul style="list-style-type: none"> o Clarification des eaux et gestion des boues (du 6 au 12 octobre 2013) ; o Gestion et consolidation des données relatives au contrôle sanitaire des eaux destinées à la boisson (du 17 au 23 novembre 2013) ; o Formation de base à la démarche qualité et ateliers de préparation à l'audit démarche mise SWDE (du 17 au 23 novembre 2013) ; o Elaboration d'outils pilotes pour la gestion optimisée des ressources en eau (du 17 au 23 novembre 2013) ; o Gestion Intégrée des ressources en eau (du 3 au 9 novembre 2013) ; o Communication et planification assainissement (groupe 1 : du 24 au 30 novembre 2013, groupe 2 : du 1er au 7 décembre 2013) ; o Habilitation Chlore (du 30 novembre au 6 décembre 2014) ; o Réorganisation des tâches aux laboratoires de la SWDE : enseignement tiré (du 7 décembre au 13 décembre 2014).
Output 3	<p>Intitulé: Les institutions bénéficiaires du secteur de l'agriculture ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations.</p>

Outputs	Etat d'avancement
	<ul style="list-style-type: none"> - Séance de cadrage le 3 avril 2014 avec quelques IB concernées ayant permis de partager les attentes et les besoins spécifiques en terme de formation et d'optimiser les observations & recommandations des participants sur la démarche adoptée ; - Ateliers participatifs en mai et juin 2014, ayant aboutis à l'élaboration des plans de formation des IB relevant de ce secteur (MAPM, DRA Orientale, DRA Tanger-Tétouan, ORMVA-O, ONSSA, ADA, INRA, ONCA, Coopératives agricoles féminines à Amskrout (Souss-Massa-Drâa) en se fixant des objectifs stratégiques d'amélioration ; - Actions de sensibilisation et de mobilisation des partenaires sur la prise en compte des dimensions environnement et genre dans l'élaboration des plans de formation et dans la définition des objectifs. - Concrétisation de prestations et d'activités au profit de : <ul style="list-style-type: none"> - ANDZOA : Ateliers locaux et stages en Tunisie pour la formation du personnel des Unités de Conditionnement et de stockage des dattes - 72 bénéficiaires (période allant du 9 Septembre au 19 Octobre 2013 (répartie en ateliers de formation locaux et en stage en Tunisie) ; - Journée scientifique et technique sur le thème « Développement et maîtrise de la qualité de la production des dattes an marge du Salon International des Dattes au Maroc « SIDATTES » 2013 – 404 participants (2 novembre 2013) ; - ONCA : <ul style="list-style-type: none"> - Atelier sur le conseil de gestion agricole en marge du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM) 2014. - 139 participants (29 avril 2014). - ONSSA <ul style="list-style-type: none"> - Stages de formation en Belgique sur la stratégie de développement des ressources humaines à l'AFSCA - 2 bénéficiaires (du 23 au 27 novembre 2014).
Output 4	Intitulé: Les institutions bénéficiaires du secteur portuaire ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations

Outputs	Etat d'avancement
	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers participatifs ayant aboutis à l'élaboration des plans de formation de deux IB (TMSA et Direction des Ports relevant du Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique). Pour la 3^{ème} IB (ANP), le plan de formation proposé au départ ne cadre pas avec la nouvelle approche. Il est actuellement en cours de finalisation suite à une série de séances de travail avec les personnes ressources concernées. - Actions de sensibilisation et de mobilisation des partenaires sur la prise en compte des dimensions environnement et genre dans l'élaboration des plans de formation et dans la définition des objectifs ; - Mise en œuvre des activités de formation au profit de : <p>ANP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stages en Belgique sur la gestion portuaire - 60 bénéficiaires (groupe 1: du 02 au 13 septembre 2013, groupe 2: du 18 au 29 novembre 2013). <p>Direction des Ports :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stages en Belgique sur la gestion portuaire - 6 bénéficiaires (du 2 au 16 novembre 2014). <p>TMSA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stages en Belgique organisés par l'APEC sur : <ul style="list-style-type: none"> o La gestion portuaire - 6 bénéficiaires (du 2 au 16 novembre 2014) ; o Tasks and Responsibilities of Forwards Agencies and Shipping Lines – 4 bénéficiaires (du 23 novembre au 06 décembre 2014).
Output 5	<p>Intitulé : Les institutions bénéficiaires des collectivités locales ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ateliers participatifs ayant aboutis à l'élaboration des plans de formation de la DGCL en se fixant des objectifs stratégiques d'amélioration. Les personnes ressources en charge de la formation au niveau de cette institution ont fait preuve de compétence et de proactivité ; - Actions de sensibilisation et de mobilisation des partenaires sur la prise en compte des dimensions environnement et genre dans l'élaboration des plans de formation et dans la définition des objectifs ; - Réalisation d'actions de formation au profit de la DGCL : <ul style="list-style-type: none"> o Deux ateliers de formation sur la gestion des déchets ménagers et le tri sélectif aux niveaux des provinces – 60 bénéficiaires (Oujda : du 22 au 24 septembre, Ouarzazate : du 29 septembre au 1^{er} octobre 2014) ; o Gestion des déchets ménagers – 8 bénéficiaires (Bruxelles : du 14 au 20 décembre 2014).
Output 6	<p>Intitulé: Les institutions bénéficiaires hors secteurs prioritaires du PIC et/ou liées aux thèmes transversaux ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations.</p>

Outputs	Etat d'avancement
	<ul style="list-style-type: none"> - Séances de travail en mars 2014 ayant aboutis à l'élaboration du plan de formation de l'IB (ONG : AMESIP) en se fixant des objectifs d'amélioration. - Séances de travail et d'échange avec le MEF en mars, mai et octobre 2014, sur les différentes possibilités de collaboration en matière de genre ; - Actions de sensibilisation et de mobilisation des partenaires sur la prise en compte des dimensions environnement et genre dans l'élaboration des plans de formation et dans la définition des objectifs ; - Réalisation de prestations de formation au profit de : Ministère de la Santé : - 5 Mastère complémentaires en Belgique, Programme (Fosfom année académique 2013-2014) <ul style="list-style-type: none"> o Radiothérapie-oncologie ; o Pédiatrie ; o Anatomie pathologique ; o Pédiatrie ; o Gynécologie-obstétrique. MEF : - Stages en Belgique sur la BSG – 2 bénéficiaires (du 23 mars au 2 avril 2014) ; - Study-Tour en Belgique pour s'enquérir de l'expérience belge en matière de BSG – 3 bénéficiaires (du 11 au 15 novembre 2014). DIDH : Ateliers locaux sur le renforcement des capacités des membres de la sous-commission chargée de la mise à niveau du cadre juridique et institutionnel relatif à l'asile - 8 bénéficiaires (du 26 au 30 janvier 2014 et du 24 février au 1^{er} mars 2014).
Output 7	<p>Intitulé: Le programme bourses relatif aux « Continuations & report » des engagements antérieurs au PIC est mis en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Continuité de la mise en œuvre des bourses sélectionnées avant la signature de la CS en particulier les doctorats mixtes dans le secteur agricole.

2.3 Performance des outputs

Le progrès enregistré dans l'atteinte des objectifs des outputs et par conséquent de l'outcome, a été amélioré par plusieurs actions notamment :

- la mobilisation de l'expertise en ingénierie de formation, qui a pu accompagner la majorité des IB des secteurs prioritaires dans la conception et l'élaboration de leurs plans de formation ;
- l'appui et la sensibilisation des personnes ressources des IB à l'application des modalités de la nouvelle approche notamment la priorisation et la mise en œuvres des activités de formation.

Lors de la réunion du CoPil du 11 Juillet 2014 (et avec soutien des Attachés et du HQ), il a été opté pour la non-réalisation de la ligne de base et de prendre comme point de référence de la situation de départ les plans de formation des IB. Il a également été retenu, de faire recours à une expertise externe pour améliorer et peaufiner les indicateurs spécifiques de suivi proposés dans les Plans de Formations des IB.

Les appréciations ci-après sur les indicateurs des outputs (cités dans le DTF) sont formulées en

prenant en considération l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités notamment les points positifs et les difficultés rencontrées. C'est ainsi que trois niveaux d'appréciation de ces indicateurs ont été retenus comme première base d'évaluation de performance des outputs.

- 1 : Indicateur atteignable ;
- 2 : Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés ;
- 3 : Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

2.3.1 Output 1 :

Intitulé : Les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention et l'offre de formation locale sont identifiés			
Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- A la fin du projet 40% d'IB potentielles inventoriées disposent d'une analyse des besoins et/ou d'un plan de formation mis à jour avec une attention particulière à l'aspect genre.	X		
- A la fin du projet 80% des demandes sont formulées sous forme de capacités à renforcer (et pas sous forme de formations demandées) basés sur une analyse organisationnelle.		X	
- 40% des instituts de formation potentielles situés dans les zones ciblées par la coopération maroco-belge évalués pour leur qualité à la fin du projet.	X		
- Une enquête (satisfaction des employeurs, développement des capacités) est effectuée avant et après formation pour 95% des bourses attribuées.		X	
- L'efficacité et la pertinence des activités suivis par rapport à l'amélioration de la qualité de la nouvelle approche et sa pertinence dans le cadre du partenariat Maroc-Belgique		X	X

Commentaire :

Le programme a avancé dans le processus d'identification des besoins des IB selon la nouvelle approche. Il a également capitalisé des réalisations et des acquis durant les années antérieures en termes d'identification des offres de formations locales. En effet :

- Le deuxième indicateur est jugé trop ambitieux par rapport à la capacité actuelle des IB en matière de management et d'ingénierie de formation que le programme vise de combler progressivement au moyen de temps suffisant ;
- Ces enquêtes (4^{ème} indicateur) sont en cours de concrétisation à travers des accords de partenariats que le programme vient d'initier avec les IB et la mobilisation prévisionnelle d'une expertise externe qui sera chargé de conduire des évaluations des formations prestées.
- Le dernier indicateur concerne deux volets distincts :
 - o Le volet « *efficacité et pertinence des activités suivis par rapport à l'amélioration de la qualité de la nouvelle approche* » atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés et
 - o Le volet « *pertinence dans le cadre du partenariat Maroc-Belgique* » jugé trop ambitieux par rapport aux capacités du programme. La pertinence du partenariat reste tributaire de plusieurs autres facteurs et programmes entrepris par les deux pays.

Principales activités ⁵	État d'avancement			
	A	B	C	D
A1.1 --Identification et sélection des institutions et personnes bénéficiaires		X		
A1.2 --Appui à l'analyse des besoins des institutions bénéficiaires		X		
A1.3 --Identification et évaluation de l'offre des formations pourvue localement		X		
A1.4 --Réalisation d'enquêtes mesurant l'amélioration des capacités des institutions bénéficiaires et des personnes formées			X	
A1.5 --Capitalisation des capacités développées par les bourses en s'appuyant sur une base de données intégrant les données des programmes bourses		X		

Commentaire :

- A l'exception de l'activité **A1.4**, les quatre autres activités sont dans les délais.
- L'activité **A1.4** a connu un certain retard dû à plusieurs contraintes en relation avec la capacité et l'engagement des IB. Des mesures (accords de partenariats, expertise externe spécialisée, ...) ont été prise pour dépasser ces retards.

2.3.2 Output 2 :

Intitulé : Les institutions bénéficiaires du <u>secteur de l'eau</u> ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations			
Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- 95% des boursiers occupent après leur formation une fonction, une position correspondant à leur formation.		X	
- 95% des boursiers utilisent les compétences acquises au service de leur fonction.		X	
- A la fin du programme il y a une augmentation de 20% de candidats provenant de régions éloignées des chefs-lieux dans les zones de concentration qui participent à des formations.	X		
- A la fin du programme 20% d'associations mixtes/féminines qui gèrent l'eau ont été reconnues comme IB.		X	
- A la fin du programme 20% d'associations s'occupant des droits des enfants ont bénéficié des formations sur la gestion d'eau/environnement.		X	

-
- A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

- 1 Indicateur atteignable
2 Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés
3. Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

- 95% de boursiers et d'institutions bénéficiaires se déclarant <u>satisfait</u> de la qualité des formations.			X
---	--	--	---

Commentaire :

- A l'exception du troisième et du dernier indicateurs, les quatre autres ne sont atteignables que si les IB et les candidats à la formation font preuve d'appropriation et d'engagement attendus ;
- Le troisième indicateur est jugé atteignable sachant que plusieurs mesures de sensibilisation ont été menées auprès des IB les incitant à proposer des candidats issus des régions. D'ailleurs le programme dispose de plans de formation spécifiques aux régions (cas des ABH) ;
- Le dernier indicateur (95%) est jugé trop ambitieux et mérite d'être revu. Le degré de satisfaction des IB et des candidats dépend de variables non nécessairement maîtrisable par le programme comme la qualité et la pertinence des fiches techniques par rapports aux besoins des IB et des candidats ; le niveau de professionnalisme des instituts de formation et de leur intervenants, etc....

État d'avancement des <u>principales activités</u> ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A2.1- Accompagnement pour l'élaboration des plans de formation et pour leur suivi		X		
A2.2- Réalisation des formations répondant à la demande		X		

Commentaire :

- La première activité est dans les délais pour les deux principales IB (MDCE & ONEE) suite à l'approbation de leurs plans de formation par le CoPil de juillet 2014 ;
- L'appréciation B attribuée à la seconde activité est une moyenne entre les deux IB puisque les réalisations de formations ont commencé pour l'ONEE dès 2013 alors que pour le MDCE le démarrage de la mise en œuvre de leurs formations vient d'être lancé.

A : Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

1 Indicateur atteignable

2 Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés

3. Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement..

2.3.3 Output 3 :

Intitulé : Les institutions bénéficiaires du <u>secteur de l'agriculture</u> ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations			
Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- 95% des boursiers occupent après leur formation une fonction, une position correspondant à leur formation.		X	
- 95% des boursiers utilisent les compétences acquises au service de leur fonction.		X	
- A la fin du programme il y a une augmentation de 20% de candidats provenant de régions éloignées des chefs-lieux dans les zones de concentration qui participent à des formations.	X		
- A la fin du programme 20% d'associations féminines intégrées dans des filières agricoles ont bénéficié d'une bourse.	X		
- A la fin du programme 20% d'associations s'occupant des droits des enfants ont bénéficié des formations sur l'agriculture et l'environnement		X	
- 95% de boursiers et d'institutions bénéficiaires se déclarant satisfait de la qualité des formations.			X
- A la fin du programme le nombre d'écoles qui ont des jardins d'essais ayant bénéficié d'une bourse a augmenté de 20%.	A reformuler		

Commentaire :

- Les appréciations des six premiers indicateurs sont semblables à celles de l'output précédent à l'exception du quatrième indicateur qui est jugé plutôt atteignable grâce entre autre à la démarche entreprise avec les coopératives agricoles d'Amskroud qui a abouti à l'élaboration d'un plan de formation destiné aux coopératives de la région.
- Le dernier indicateur soulève quelques imprécisions « écoles qui ont des jardins d'essais » et mérite d'être reformulé.

Principales activités ⁷	État d'avancement			
	A	B	C	D
A3.1-Accompagnement pour l'élaboration des plans de formation et pour leur suivi		X		
A3.2-Réalisation des formations répondant à la demande		X		

-
- A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- 1 : Indicateur atteignable
 2 : Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés
 3 : Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

Commentaire :

- Le secteur de l'agriculture est caractérisé par une multitude des IB partenaires (MAPM, DRA, ADA, ONSSA, INRA, ANDZOA, ONCA, ONG) aussi différentes les unes des autres et dont certaines viennent d'être créées. Le processus d'élaboration de leurs plans de formation a pu aboutir grâce à leur mobilisation appuyée par l'expertise mis à leur disposition par le programme.
- La note B attribuée à la seconde activité est une moyenne entre l'ensemble des IB. Pour l'ANDZOA et l'ONCA, un certain nombre de prestations a été réalisées. les activités de formation des autres IB sont en phase de démarrage.

2.3.4 Output 4 :

Intitulé : Les institutions bénéficiaires <u>du secteur portuaire</u> ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations			
Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- 95% des boursiers occupent après leur formation une fonction, une position correspondant à leur formation.		X	
- 95% des boursiers utilisent les compétences acquises au service de leur fonction.		X	
- A la fin du programme il y a une augmentation de 20% de candidats provenant de régions éloignées des chefs-lieux dans les zones de concentration qui participent à des formations.		X	
- A la fin du programme 20% d'associations mixtes/féminines qui gèrent l'eau ont été reconnues comme IB.	A reformuler		
- A la fin du programme 20% d'associations s'occupant des droits des enfants ont bénéficié des formations sur la gestion d'eau/environnement.	A reformuler		
- 95% de boursiers et d'institutions bénéficiaires se déclarant satisfait de la qualité des formations.			X

Commentaire :

- Mis à part le troisième indicateur, les appréciations des autres indicateurs ci-dessus sont globalement identiques pour les trois principales IB (Direction des Port du METL, TMSA et ANP) que compte le secteur portuaire. La particularité du 3^{ème} indicateur concerne l'ANP appelée à impliquer davantage les candidats des régions à l'instar de ce que proposent les deux autres partenaires.
- Le 4^{ème} et 5^{ème} indicateurs ne sont pas claires et sont donc à reformuler et le dernier indicateur est toujours jugé trop ambitieux.

État d'avancement des <u>principales activités</u> ⁸	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A4.1 -Accompagnement pour l'élaboration des plans de formation et pour leur suivi			X	
A4.2 - Réalisation des formations répondant à la demande	X			

Commentaire :

- L'appréciation « **C** » de l'activité **A4.1** concerne exclusivement le plan de formation 2014-2016 de l'ANP qui est toujours en cours de finalisation suite à une série de séances de travail menées avec l'agence. Cette appréciation est noté « **B** » pour les deux autres IB qui disposent de plans de formation finalisés et validés par le dernier CoPil.
- La réalisation de l'activité **A4.2** est en avance (**A**), suite à la concrétisation, dès l'année 2013, d'un certain nombre de prestations au profit de l'ANP en attente de la version finale de son plan de formation selon la nouvelle approche. Cette situation est liée à la volonté du programme d'éviter tout blocage éventuel pendant l'année 2013 qui constitue une année transitoire entre l'ancienne et la nouvelle approche.

2.3.5 Output 5 :

Intitulé : Les institutions bénéficiaires <u>des collectivités locales</u> ont renforcé leur fonctionnement et performance grâce aux formations			
Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- 95% des boursiers occupent après leur formation une fonction, une position correspondant à leur formation.		X	
- 95% des boursiers utilisent les compétences acquises au service de leur fonction.		X	
- A la fin du programme il y a une augmentation de 20% de candidats provenant de régions éloignées des chefs-lieux dans les zones de concentration qui participent à des formations.	X		
- A la fin du programme 20% d'associations mixtes/féminines qui gèrent l'eau ont été reconnues comme IB.	A reformuler		
- A la fin du programme 20% d'associations s'occupant des droits des enfants ont bénéficié des formations sur la gestion d'eau/environnement.	A reformuler		
- 95% de boursiers et d'institutions bénéficiaires se déclarant satisfait de la qualité des formations.			X

-
- A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- 1 : Indicateur atteignable
 2 : Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés
 3 : Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

Commentaire :

- Les appréciations des indicateurs ci –dessus sont semblables à celles des outputs 2 et 3 même si le partenariat avec la DGCL est plus récent par rapport aux autres secteurs (Eau, Agriculture et Portuaire). En effet, l'expérience et le professionnalisme du service de la formation des cadres dispose de bonnes capacités en matière d'ingénierie de formation de RH expérimentées ;
- Idem pour l'Output précédent, les 4^{ème} et 5^{ème} indicateurs sont à reformuler et le dernier indicateur est toujours trop ambitieux.

État d'avancement des principales activités ⁹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A5.1- Accompagnement pour l'élaboration des plans de formation et pour leur suivi		X		
A5.2- Réalisation de formations répondant à la demande		X		

Commentaire :

- La première activité **A5.1** est dans les délais. Le plan de formation de ce partenaire a été approuvé par le dernier CoPil ;
- La seconde activité **A5.2** est aussi dans les délais ; des modules de formations sur « la gestion des déchets solides et le triage » ont été réalisés dans les provinces d'Oujda et d'Ouarzazate au profit des cadres chargé de cette mission dans ces provinces.

2.3.6 Output 6 :

Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- 95% des boursiers occupent après leur formation une fonction, une position correspondant à leur formation.		X	
- 95% des boursiers utilisent les compétences acquises au service de leur fonction.		X	
- A la fin du programme il y a une augmentation de 20% de candidats provenant de régions éloignées des chefs-lieux dans les zones de concentration qui participent à des formations.	X		
- A la fin du programme 20% d'associations mixtes/féminines qui gèrent l'eau ont été reconnues comme IB.	A reformuler		

- A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- 1 Indicateur atteignable
2 Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés
3. Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

- A la fin du programme 20% d'associations s'occupant des droits des enfants ont bénéficié des formations sur la gestion d'eau/environnement.	A reformuler		
95% de boursiers et d'institutions bénéficiaires se déclarant satisfait de la qualité des formations			X

(*) **NB** : Cet output tel qu'il est formulé risque de prêter à confusion autour des « *thèmes transversaux* » qui ne concernent dans ce cas que les IB relevant de l'hors secteur. Pour les autres Outputs (Eau, Agriculture, Port,...) les thèmes transversaux font partie des résultats de chaque secteur.

Commentaire :

Au niveau de ce résultat « hors secteur et thèmes transversaux » on trouve une grande diversité d'IB différentes les unes des autres (MF, MS, Associations, MDS, DIDH, etc.). Les appréciations des indicateurs sont donc des moyennes entre les IB avec les quelles des collaborations ont été initiées ou/et conduites. Ainsi, on note, comme pour les outputs précédents, que :

- Les deux premiers indicateurs ne sont atteignables que si ces IB et leurs candidats formés font preuve d'appropriation et d'engagement nécessaires ;
- Le troisième indicateur est atteignable suite aux actions de sensibilisation en cours avec ces IB pour les inciter et les encourager à proposer des candidats issus des régions. ;
- Le dernier indicateur (95%) est toujours jugé trop ambitieux.

Dans l'objectif de mieux apprécier ces indicateurs, il est recommandé de procéder à leur affinement puis leur éclatement selon des groupes homogènes d'IB.

Principales activités ¹⁰	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A6.1 - Accompagnement pour l'élaboration des plans de formation et pour leur suivi			X	
A6.2 - Réalisation de formations répondant à la demande		X		

Commentaire :

- La première activité **A6.1** est retardée à cause des délais nécessaires pour la formation et la sensibilisation, processus en cours, de ces nouveaux IB leur permettant d'élaborer leurs plans de formation ;
- La seconde activité **A6.2** est relativement dans les délais pour des formations réalisées en attendant la réception des plans de formation. Ces formations concernent principalement :
 - o 5 BEB (Master FOSFOM) attribuées à titre exceptionnel au profit du Ministère de la Santé,
 - o 2 BSB (stage BSG) au profit du MEF et ;

¹⁰ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

1 Indicateur atteignable
2 Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés
3. Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

- des Ateliers locaux (législation sur l'asile) au profit de la DIDH. Ce nouveau partenariat avec cette IB constitue une opportunité pour le programme et mérite d'être développé.

2.3.7 Output 7 :

Intitulé : Le programme bourses relatif aux « Continuations & report » des engagements antérieurs au PIC est mis en œuvre			
Indicateurs	Appréciation		
	1	2	3
- 95% des boursiers occupent après leur formation une fonction, une position correspondant à leur formation.		X	
- 95% des boursiers utilisent les compétences acquises au service de leur fonction.		X	
- 95% de boursiers et d'institutions bénéficiaires se déclarent satisfaits de la qualité des formations.			X
- 95% de boursiers réussissent leurs études	X		

Commentaire :

- Les deux premiers indicateurs ne sont atteignables que si ces IB et leurs candidats formés font preuve d'appropriation et d'engagement requis ;
- Le troisième indicateur (95%) est toujours jugé trop ambitieux;
- Le dernier indicateur est atteignable grâce à deux principaux éléments à savoir : le niveau académique et professionnel appréciable des candidats (BMX) et le professionnalisme des IF Belges.

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹¹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A7.1 Réalisation et suivi des bourses attribuées antérieurement		X		

Commentaire :

- L'activité **A7.1** est dans les délais. Les formations sont clôturées et/ou en cours de réalisation.

-
- A : Les activités sont en avance
 - B Les activités sont dans les délais
 - C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 - D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- 1 Indicateur atteignable
- 2 Indicateur atteignable selon le degré d'engagement des IB et des candidats formés
- 3. Indicateur trop ambitieux et mérite d'être revu éventuellement.

2.4 Thèmes transversaux

Le Programme de renforcement des capacités organisationnelles consacre une attention particulière aux thèmes transversaux en particulier le genre et l'environnement, aussi bien dans son propre fonctionnement que dans la sélection et le suivi-évaluation des Bénéficiaires.

2.4.1 Environnement

De nouveaux changements sur le plan juridique et institutionnel ont modifié considérablement le statut de « l'intégration environnementale » devenue obligatoire pour les projets de développement et engagent la responsabilité des deux parties prenantes (CTB et partenaires). Ces changements concernent la création du Ministère Déléguée Chargée de l'Environnement – (MDCE-- Octobre 2013) et la promulgation de la nouvelle loi-cadre portant sur la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (CNEDD - Avril 2014)

L'intégration des composantes environnementales au niveau du programme est en train de se réaliser progressivement, dans un objectif de conformité avec les conventions internationales ratifiées par le Maroc, la réglementation environnementale nationale et les objectifs du PIC et du programme.

Pour les IB, les enjeux environnementaux sont complexes, divers et variés selon leurs corps de métiers et leurs secteurs d'intervention (Agriculture – Eau – Ports, Collectivités locales et Autres)

L'intégration environnementale porte essentiellement sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Action Environnemental spécifique au programme « PAE- Bourse » selon un travail évolutif et participatif avec les personnes ressources des IB. La concrétisation des mesures proposées par le PAE – Bourse doit permettre aux responsables d'être suffisamment formés et sensibilisés à la problématique environnementale et aux solutions qui s'imposent en matière de renforcement de compétences de leurs équipes afin de les intégrer au niveau de leurs plans de formation.

Les principales actions réalisées et/ou en cours dans ce sens concernent notamment :

- la participation à l'animation des ateliers organisés avec les partenaires pour l'identification de leurs besoins de formation afin de les sensibiliser et les informer sur les aspects juridiques et techniques relatifs à l'intégration des composantes environnementales dans leurs plans de formation ;
- l'analyse et le commentaire des plans de formation proposés par les IB afin de s'assurer de l'intégration de modules de formation sur les aspects environnementaux ;
- la supervision et la participation à l'animation, de deux sessions de formation organisées avec la DGCL dans les provinces d'Ouarzazate et d'Oujda sur le thème « Contrôle et suivi des prestations de collecte et nettoyage et apports du tri sélectif ».
- l'organisation de session de sensibilisation et de formation au profit des IB sur des thématiques en relation avec le rôle des plans de formation dans la mise à niveau environnementale.

2.4.2 Genre

Sachant que la Baseline n'a pas été réalisée et partant du constat soulevé lors de l'élaboration des plans de formation, confirmant que les IB n'ont ni de compétences ni de stratégie genre, le programme aura un impact positif sur l'appropriation de l'approche genre par les IB et l'institutionnalisation de l'égalité des genres par les actions de renforcement de compétences au profit des points focaux genre et des décideurs pour l'élaboration de politiques publiques sensibles au genre avec une attention particulière à la BSG et à l'élaboration d'indicateurs de suivi sensibles au genre. En outre, une attention particulière sera donnée au suivi de la participation des femmes aux actions de formation dans l'objectif d'atteindre le pourcentage ciblé par le DTF et permettre aux femmes d'évoluer dans leur carrière et d'accéder à des postes de responsabilité.

Dans ce cadre, des actions de sensibilisation et de mobilisation des partenaires sur la prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des plans de formation et la définition d'objectifs de développement en matière de genre.

A cet effet, l'atelier de démarrage, était une occasion de sensibilisation et de mobilisation des décideurs des IB sur l'intégration du genre dans les plans de formation.

En outre, un plan d'action genre est élaboré, en partenariat avec les IB, particulièrement avec les points focaux genre et les responsables RH et coopération. Ce plan est basé sur une vision intégrée et vise :

- L'intégration de modules genre dans les plans de formation ;
- L'échange avec les points focaux genre des IB sur les différentes possibilités d'appui en formation pour l'institutionnalisation du genre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Gouvernemental de l'Égalité (PGE- ICRAM) ;
- La synergie et la complémentarité entre les projets en cours, clôturés ou en cours en clôture pour assurer la durabilité des actions menées auprès des organisations travaillantes sur les questions de l'égalité des sexes ;

Les axes principaux d'intervention qui seront développés avec les IB s'articulent autour des éléments suivants :

- Renforcement des compétences des points focaux genre en charge du suivi de la mise en œuvre du PGE des IB concernées ;
- Appui pour le suivi évaluation des politiques publiques en matière de genre (Indicateurs genre et BSG) ;
- Appropriation des concepts, de l'approche et des outils genre ;
- Echange d'expériences et d'expertise en matière de genre.

Ces actions de formation visent l'atteinte des objectifs de développement fixés avec les IB, à savoir :

- Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) : accompagnement et renforcement des capacités du MEF en terme d'évaluation des politiques publiques sous le prisme des droits humains, notamment pour la mise en œuvre de la nouvelle loi des finances concernant les indicateurs de performances ;
- Ministère Délégué Chargée de l'Eau (MDCE) : renforcement des compétences des cadres en charge de l'élaboration de la morasse budgétaire et des points focaux genre du département en matière de suivi évaluation sensible au genre ;
- Ministère de l'Agriculture et des Pêches Maritimes (MAPM) : institutionnalisation du genre (points focaux genre ministère et zones d'intervention de la CTB), et autonomisation économique des femmes (associations et coopératives féminines (mixtes) dans la zone d'action de la CTB) ;
- Ministère du Développement Social de la Femme et de la Famille (MDSFF) : renforcement des compétences de l'Observatoire National sur les violences institué par la constitution et autonomisation économique des femmes dans le cadre de la

- convention de partenariat avec le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique ;
- DGCL : renforcement des compétences des collectivités territoriales en matière de BSG ;
- TMSA : Renforcement des compétences des managers sur l'approche genre.

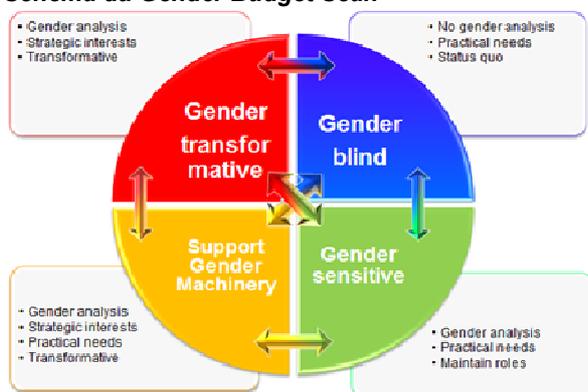
En outre, des cadres du MEF (Centre d'excellence de la BSG) ont effectué un voyage d'étude en Belgique pour étudier les possibilités de collaboration avec les institutions belges.

Un atelier d'échange, animé par l'experte genre de la CTB Bruxelles et la CTT genre, sera également organisé à Rabat (les 7 et 8 janvier 2015) par le MEF au profit des départements ministériels. L'objectif de cette rencontre est de partager la démarche CTB en matière de Gender Budget Scan et de développer le plan de formation spécifique genre du MEF.

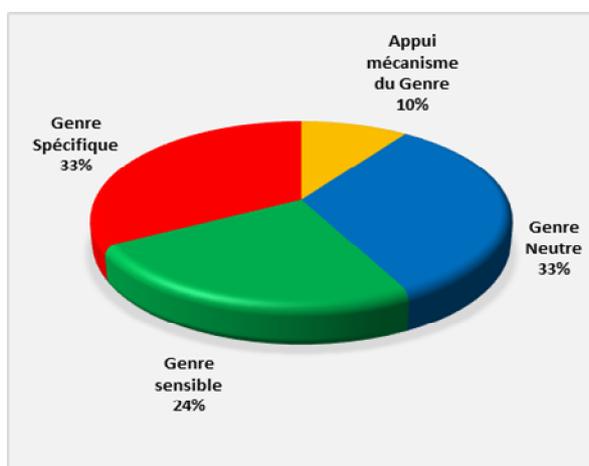
Les démarches de création de synergie et de complémentarité avec d'autres bailleurs sont en cours de consolidation notamment avec la GIZ (MDCE) et ONU-Femmes (DGCL, MSFFD, MEF).

- **Gender Budget Scan :**

Schéma du Gender Budget Scan



Gender Budget Scan du programme



L'analyse genre du budget démontre une prise en compte systématique de l'approche genre dans la planification des actions de formation et de renforcement de compétences au niveau des plans de formation des Institutions bénéficiaires ; Seul 33% du budget est genre aveugle alors que 33% est genre spécifique et vise la réduction des inégalités et le changement dans les rapports femmes-hommes vers plus de participations des femmes et leur autonomisation et/ou l'appropriation de l'approche genre par les hommes.

L'année 2014 est marquée par l'appui aux mécanismes genre national (MSFFDS) et des différents départements (points focaux genre) pour développer des plans de formation spécifiques au genre (Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère Délégué Chargé de l'Eau, etc..). Ces actions visent à renforcer les « systèmes chargés du genre » et permettraient l'appropriation de l'approche genre au niveau des IB.

2.5 Gestion des Risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Risque de non-alignement d'une minorité de partenaires à la nouvelle approche et résistance aux changements dans l'élaboration des plans de formation	Suivi du projet	OPS	Low	Low	Low Risk	Organisation d'ateliers d'information, et de sensibilisation au profit des institutions bénéficiaires potentielles du Programme	MAEC/CTB	Q4 2014	Séances de sensibilisation et d'information sur la nouvelle approche et les orientations stratégiques du Programme	En cours
						Appui et contribution à l'élaboration des plans de renforcement des compétences	MAEC/CTB	Q 3 2015	Ateliers d'ingénierie de formation	
Risque de mouvement des interlocuteurs du programme au sein du MAEC	Formulation et exécution du projet	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Intensification des contacts et des échanges avec le point focal qui servira de relais avec d'éventuels nouveaux interlocuteurs	MAEC/CTB	Action en continue	Séances de coordination et d'échanges entre la coordinatrice et le point focal	En cours
						Formation du point focal relais pour assurer la continuité en cas de rotation au niveau du MAEC	MAEC/CTB	Action en continue		
Manque d'engagement au niveau des individus et/ou au niveau des IB pour appliquer et dupliquer les nouvelles compétences acquises	Suivi du projet	OPS	Low	High	Low Risk	Conclure des accords de partenariats entre chaque IB et le programme, dans lesquels les droits et les obligations mutuels seront définis, notamment en terme d'engagement et d'application des nouveaux acquis	CTB/MAEC/IB	Q1 2015	La plupart des accord de partenariats ont été signés. Il reste quelques un en cours de signature.	En cours
						Sensibiliser davantage les IB (spécifiquement les RH et les services techniques dont relève le candidat formé) à jouer leur rôle de supervision et de suivi pour s'assurer de l'application et de la duplication des compétences acquises par les candidats formés	CTB	Action en continue	Des séances de sensibilisation et d'information sont en cours avec les services RH	En cours
Nombre de femmes dans les secteurs concernées par le programme ainsi que la présence de femme dans les postes de prise de décision sont limités dans les secteurs concernés	Formulation et exécution du projet	DEV	High	High	High	Sensibiliser et communiquer pour promouvoir la participation des femmes dans les formations	IB/CTB	Action en continue	Différentes sessions de sensibilisations organisées	En cours
						Instauration de mesures pour inciter les femmes à participer aux formations et les organismes à mobiliser les femmes pour qu'elle soit formées	IB/CTB	Action en continue	Mesures mises en place pour inciter les organismes à mobiliser les femmes pour qu'elles soient formées	
						Développer une stratégie genre pour le programme	IB/CTB	Q4 2014	Stratégie genre développée pour le Programme	
						Développer la confiance et l'estime de soi des femmes pour accéder à des poste de responsabilité	IB/CTB	Q1 2016	Cycle de formation transversale sur le leadership féminin	
Manque de propositions de formation de qualité avec des objectifs clairs et ciblés	Formulation et exécution du projet	OPS	Low	High	Low Risk	Accompagnement des IB dans l'élaboration des plans de formation selon une démarche d'ingénierie de formation et des fiches techniques des formations	IB/CTB/Expertise externe	Q4 2014	Ateliers d'ingénierie de formation organisés avec les IB dont l'objectif est de finaliser les plans de formation	Terminé
								Action en continue	Appui à l'élaboration des fiches techniques/Termes de références des formations	En cours

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

La nouvelle approche du programme, entrée en vigueur à partir de Mai 2013, constitue une réorientation stratégique fondamentale devant permettre de gagner en efficacité et en efficience dans la mise en œuvre des activités. Sa concrétisation a porté entre autre sur :

- L'accompagnement, des IB dans le processus d'élaboration de leurs plans de formations par rapports à leurs corps de métiers et selon la démarche d'ingénierie de formation.
- La signature des accords de partenariats avec une grande majorité des IB permettant la mise en œuvre des plans de formation, et la mise en place d'un dispositif d'évaluation. L'objectif étant d'apprécier et de commenter, autant que possible, le retour d'expérience des candidats et de l'institution par rapport aux formations suivies

Pour l'année 2015, il n'est pas prévu l'adoption de nouvelles réorientations stratégiques du programme.

3.2 Recommandations

Les principales recommandations stratégiques à prendre en considération sont présentées ci-dessous :

Recommandations	Acteur	Date limite
Adapter et concevoir de nouveaux outils appropriés pour accompagner le processus d'évaluation qui constitue un élément fondamental pour l'intervention.	Unité de coordination	Q3 2015
Sensibiliser davantage les IB (spécifiquement les RH et les services techniques dont relève le candidat formé) à jouer leur rôle de supervision et de suivi pour s'assurer de l'application et de la duplication des compétences acquises par les candidats formés	Unité de coordination (CTB)	Processus en continu
Renforcer et consolider les partenariats existants et initier d'autres collaborations potentielles entre les institutions marocaines et leurs homologues belges.	Unité de coordination	Processus en continu
Développer davantage les synergies et les complémentarités avec : <ul style="list-style-type: none">• les autres interventions en cours et• les PTF cibles actifs dans le domaine de renforcement de compétences	CTB	Processus en continu

L'annexe 2, récapitule les principales recommandations et décisions prises lors des deux précédents CoPil.

3.3 Enseignements tirés

Deux enseignements phares sont à mettre en évidence à savoir :

- La pertinence de la nouvelle approche ;
- Les mesures nécessaires pour garantir son implémentation et sa réussite.

Enseignements tirés	Public cible
<ul style="list-style-type: none"> - A ce stade d'avancement, la nouvelle approche s'est avérée pertinente notamment par rapport aux attentes et aux besoins des IB en matière de formation et de renforcement de compétences. 	Institution bénéficiaires, CTB siège et représentation, DGD (<i>préparation nouveau programme de coopération en lien avec la stratégie MIC</i>)
<ul style="list-style-type: none"> - La réussite attendue de la mise en œuvre de cette nouvelle approche nécessite davantage de mesures d'accompagnement notamment en matière de sensibilisation, d'encadrement et de suivi des IB. 	Institution bénéficiaires, Intervention

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE: note totale		A	B	C	D
			X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
X	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?									
	A Les activités sont mises en œuvre dans les délais.								
X	B La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.								
	C Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.								
	D Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.								
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?									
	A Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.								
X	B Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.								
	C Certains outputs ne sont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.								
	D La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.								
3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N									
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>									
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	<table border="1"> <thead> <tr> <th>A</th> <th>B</th> <th>C</th> <th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>X</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	A	B	C	D		X		
A	B	C	D						
	X								
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?									
	A La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.								
X	B L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.								
	C L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.								
	D L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.								
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?									
	A L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.								
X	B L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.								
	C L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.								
	D L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.								
4. DURABILITÉ POTENTIELLE: le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).									
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>									

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
				X	
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision				Action			Suivi		
Décision	Période d'identification	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status	
Nomination de Mme Hanane SAADI autant que responsable national du programme (MAEC).	juil-13	Copil 1	MAEC	Pas d'action prévue	MAEC	NA	NA	CLOSED	
Un point focal sera désigné incessamment par le MAEC pour faciliter la communication et l'échange dans le cadre de la mise en œuvre et la gestion courante du projet.	juil-13	Copil 1	MAEC	Désignation officielle du Point focal MAEC	MAEC	Q3 2013	Désignation de M. Mohamed MOULINE autant que point focal du Programme	CLOSED	
Nomination de Mme Amal HADAJ autant que Coordinatrice du Programme.	juil-13	Copil 1	CTB	Pas d'action prévue	CTB	NA	NA	CLOSED	
Le Règlement interne du Comité de Pilotage a été approuvé	juil-13	Copil 1	COFIL	Pas d'action prévue	Unité de coordination	NA	NA	CLOSED	
Elaboration d'un plan de formation au profit des coopératives féminines spécialisées dans la commercialisation des produits de terroir dans la région d'Agadir, notamment celles qui ont bénéficié de financement dans cadre du Programme MIP	juil-13	Copil 1	Unité de coordination	Atelier de travail avec un échantillon de coopératives animé par de l'expertises spécialisée en ingénierie de formation	Unité de coordination	Q2 2014	Atelier organisé à Rabat en mai 2014 et plan de formation finalisé.	CLOSED	
Organisation de l'atelier de démarrage du Programme le mois de septembre 2013 pour exposer la nouvelle approche et pour une meilleure appropriation du programme par l'ensemble des parties prenantes.	juil-13	Copil 1	Unité de coordination	Préparation et organisation de l'atelier de démarrage	Unité de coordination	Q3 2013	Atelier de démarrage organisé le 26/09/2014	CLOSED	
A l'occasion de la visite au Maroc du Ministre Belge de la Coopération, il a été décidé de programmer une cérémonie pour les anciens boursiers du Programme pour communiquer sur les « success-stories » et les résultats concrets des prestations de formations	juil-13	Copil 1	Direction du programme	- Envoyer une note verbale à l'Ambassade de Belgique pour fixer le jour et l'heure de l'événement selon l'agenda du Ministre. - Préparer et organiser l'événement (scénario, programme, outils de communication, etc..)	Unité de coordination	Q1 2014	La visite du Ministre a été annulée.	CLOSED	
Approbation du DTF additionnel du programme	juil-14	Copil 2	CTB	Demander l'avis positif du Conseiller de la Coopération (Ambassade de Belgique)	CTB	Q4 2014	Avis positif reçu de l'Ambassade le 04/12/2014	CLOSED	
Décision prise pour la non-réalisation de la ligne de base (les plans de formation des IB serviront de point de référence de la situation de départ)	juil-14	Copil 2	COFIL	Focus sur les objectifs et les indicateurs au niveau des plans de formation	Unité de coordination du Programme/IB/Expertise externe	Q3 2015	Recrutement de l'expertise externe et organisation de séances de travail avec les IB	OPEN	
Mobiliser une expertise externe pour améliorer et peaufiner les indicateurs spécifiques de suivi par rapport aux objectifs d'amélioration fixés.	juil-14	Copil 2	CTB	Recrutement d'une expertise spécialisée	CTB	Q1 2015	CSC en cours de finalisation	OPEN	
Décision de reverser, selon le besoin, le budget initial de 20.000,00 EUR consacré à la réalisation de la ligne, sur les autres lignes des moyens généraux (Z 01, Z 02, Z 03)	juil-14	Copil 2	COFIL	Il faudrait attendre l'évolution de la mise en œuvre et l'apparition de nouveaux besoins au niveau de ces mêmes lignes budgétaires, avant de procéder à la re-ventilation de ce budget	Direction du projet	Q4 2015	Suivi de l'évolution des dépenses et des besoins au niveau de ces lignes	OPEN	
Conclure des accords de partenariat avec les institutions bénéficiaires pour définir le cadre de la réalisation des plans de formation et pour mettre en place un dispositif d'évaluation	juil-14	Copil 2	COFIL	Suite à une mission de backstopping du siège, des accords de partenariats ont été élaborés et présentés aux IB.	UBES/Coordinatrice	Q1 2015	La plupart des accords de collaboration sont signés. Il reste quelques uns en cours de signature	OPEN	
Développer toutes les synergies potentielles avec les institutions bénéficiaires dans les différents secteurs concernés	juil-14	Copil 2	COFIL	Organisation d'ateliers de formation regroupant des participants des différents secteurs concernés pour des mêmes thématiques transversales (ingénierie de formation, genre, environnement, etc..) afin de réaliser des économies d'échelle et de susciter plus de synergies	Unité de coordination du Programme/IB	Action en continue	Préparation en cours d'un cycle de formation en ingénierie de formation regroupant l'ensemble des secteurs concernés par le Programme	OPEN	

4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique n'a connu aucun changement et aucune adaptation